

Partie 1 Général**1.1 EXIGENCES CONNEXES**

- .1 Section 01 33 00 - Documents/Échantillons à soumettre.
- .2 Section 01 35 29.06 - Santé et sécurité.
- .3 Section 01 74 11 - Nettoyage.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 CSA International
 - .1 CSA S350-FM1980 (R2003), Code of Practice for Safety in Demolition of Structures.

1.3 CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE

- .1 Vérifier le Rapport sur les substances dangereuses et prendre les mesures nécessaires pour préserver l'environnement.
- .2 Si un matériau ressemblant à de l'amiante appliqué par projection ou à la truelle ou encore à d'autres matières désignées et répertoriées comme dangereuses est découvert pendant l'exécution des travaux, suspendre ces derniers, prendre les précautions appropriées et aviser immédiatement le Représentant du Ministère.
 - .1 Reprendre les travaux seulement après avoir reçu des directives écrites du Représentant du Ministère.
- .3 Prévenir le Représentant du Ministère avant d'entraver l'accès au bâtiment ou d'interrompre les services.

Partie 2 Produit**2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution**3.1 EXAMEN**

- .1 Inspecter le bâtiment en compagnie du Représentant du Ministère et vérifier l'emplacement et l'étendue des éléments qui doivent être enlevés, éliminés, valorisés, recyclés, récupérés, et de ceux qui doivent demeurer en place.
- .2 Repérer et protéger les canalisations de services publics et veiller à garder en bon état celles qui sont toujours en service sur le terrain.

- .3 Aviser les compagnies de services publics et obtenir de celles-ci les approbations nécessaires avant de commencer les travaux de démolition.
- .4 Débrancher, obturer ou réacheminer, selon les besoins, les canalisations de services publics existantes situées sur le terrain, qui nuisent à l'exécution des travaux, conformément aux exigences des autorités compétentes. Repérer l'emplacement de ces canalisations et de celles qui avaient déjà été abandonnées sur le terrain, et l'indiquer (plans horizontal et vertical) sur les dessins d'après exécution. Bien supporter, contreventer et maintenir en place les canalisations et les conduits rencontrés.
 - .1 Informer immédiatement le Représentant du Ministère ainsi que la compagnie de service public concernée de tout dommage causé à une canalisation de service destinée à être conservée.
 - .2 Aviser immédiatement le Représentant du Ministère de la découverte de toute canalisation de service public non répertoriée et attendre ses instructions écrites concernant les mesures à prendre à cet égard.

3.2 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

- .1 Protection des ouvrages en place
 - .1 Prendre les mesures nécessaires pour empêcher le déplacement, l'affaissement ou tout autre endommagement des structures, des ouvrages d'aménagement paysager et des parties du bâtiment à conserver. Assurer l'étalement et le contreventement des ouvrages au besoin.
 - .2 Limiter le plus possible la poussière et le bruit produits par les travaux, ainsi que les inconvénients causés aux occupants des lieux.
 - .3 Protéger les appareils, les systèmes et les installations mécaniques et électriques du bâtiment ainsi que les canalisations de services publics.
 - .4 Fournir les écrans pare-poussière, les bâches, les garde-corps, les éléments de support et les autres dispositifs de protection nécessaires.
 - .5 Exécuter les travaux conformément à la section 01 35 29.06 - Santé et sécurité.
- .2 Travaux de démolition/d'enlèvement
 - .1 Enlever les éléments et les ouvrages indiqués.
 - .2 Enlever les éléments du bâtiment existant pour permettre la réalisation de la nouvelle construction.
 - .3 Retailler les rives des composants partiellement démolis du bâtiment selon les tolérances spécifiées par le Représentant du Ministère en vue de faciliter la mise en place des nouveaux éléments.

3.3 NETTOYAGE

- .1 Nettoyage en cours de travaux : effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.

- .1 Laisser les lieux propres à la fin de chaque journée de travail.
- .2 Nettoyage final : évacuer du chantier les matériaux/matériels en surplus, les déchets, les outils et l'équipement conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.
- .3 Se reporter aux prescriptions et aux dessins de démolition pour savoir quels sont les matières et les matériaux à récupérer en vue de leur réutilisation/réemploi.
- .4 Gestion des déchets : trier les déchets en vue de leur recyclage.

FIN DE LA SECTION

PAGE INTENTIONNELLEMENT VIDE

Partie 1 Général**1.1 EXIGENCES CONNEXES**

- .1 Section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Section 01 35 29.06 - Santé et sécurité.
- .3 Section 01 61 00 - Exigences générales concernant les produits.
- .4 Section 01 74 11 - Nettoyage.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 Définitions
 - .1 Marchandise dangereuse : produit, substance ou organisme figurant dans le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses ou répondant au critère de danger établi dans ce règlement.
 - .2 Matière dangereuse : produit, substance ou organisme utilisé aux fins auxquelles il était initialement destiné, et qui a des répercussions négatives sur l'environnement ou sur la santé des personnes, des animaux ou des végétaux lorsqu'il est libéré dans l'environnement.
 - .3 Déchet dangereux : matière dangereuse qui n'est plus utilisée aux fins auxquelles elle était initialement destinée et qui doit être recyclée, traitée ou éliminée.
- .2 Références
 - .1 Loi canadienne sur la protection de l'environnement, 1999 (LCPE, 1999)
 - .1 Règlement sur l'exportation et l'importation de déchets dangereux et de matières recyclables dangereuses (DORS/2005-149).
 - .2 Ministère de la Justice du Canada (Jus)
 - .1 Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses, ch. 34 (LTMD).
 - .2 Règlement sur le transport des marchandises dangereuses (T-19.01-DORS/2001-286).
 - .3 Green Seal Environmental Standards (GS)
 - .1 GS-11-2008, 2nd Edition, Paints and Coatings.
 - .2 GS-36-00, Commercial Adhesives.
 - .4 Santé Canada/Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)
 - .1 Fiches signalétiques (FS).
 - .5 Conseil national de recherches Canada, Institut de recherche en construction (IRC-CNRC)
 - .1 Code national de prévention des incendies du Canada-2010.

1.3 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Fiches techniques
 - .1 Soumettre les fiches techniques requises ainsi que les instructions et la documentation du fabricant concernant les matières dangereuses visées. Les fiches techniques doivent indiquer les caractéristiques des produits, les critères de performance, les dimensions, les contraintes et la finition.
 - .2 Conformément à la section 01 35 29.06 - Santé et sécurité, soumettre au Représentant du Ministère, avant d'introduire toute matière dangereuse sur le chantier, deux (2) exemplaires des fiches signalétiques relatives aux matières dangereuses visées, requises aux termes du SIMDUT.
 - .3 Fournir au Représentant du Ministère un plan de gestion des matières dangereuses, indiquant le nom de toutes les matières dangereuses, leur utilisation, leur emplacement, l'équipement de protection individuelle requis ainsi que les arrangements qui ont été pris quant à leur élimination.

1.4 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

- .1 Transporter, entreposer et manutentionner les matériaux et les matériels conformément à la section aux instructions écrites du fabricant et section 01 61 00 - Exigences générales concernant les produits.
- .2 Livraison et acceptation : livrer les matériaux et les matériels au chantier dans leur emballage d'origine, lequel doit porter une étiquette indiquant le nom et l'adresse du fabricant.
- .3 Effectuer le transport des matières et des déchets dangereux conformément à la Loi sur le transport des marchandises dangereuses, au Règlement sur le transport des marchandises dangereuses et aux règlements provinciaux pertinents.
 - .1 L'exportation de déchets dangereux vers un autre pays doit se faire conformément au Règlement sur l'exportation et l'importation de déchets dangereux et de matières dangereuses recyclables.
- .4 Entreposage et manutention
 - .1 Coordonner le stockage des matières dangereuses avec le Représentant du Ministère et se conformer aux exigences locales concernant l'étiquetage et le stockage des matières et des déchets dangereux.
 - .2 Stocker et manutentionner les matières et les déchets dangereux conformément aux lois, règlements, codes et lignes directrices applicables du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial.

- .3 Stocker et manutentionner les matières inflammables et les matières combustibles conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada.
- .4 On pourra garder sur le chantier jusqu'à 45 litres d'essence, de kérosène, de naphte ou d'autres liquides inflammables ou combustibles, pourvu que les conditions suivantes soient respectées.
 - .1 Les liquides inflammables ou combustibles doivent être conservés dans des récipients approuvés portant le label d'homologation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual.
 - .2 Le stockage de plus de 45 litres de liquides inflammables ou combustibles doit être approuvé par le Représentant du Ministère.
- .5 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments.
- .6 Le cas échéant, transvaser les liquides inflammables ou combustibles loin de toute flamme nue ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .7 Les diluants et les produits de nettoyage utilisés doivent être ininflammables et avoir un point d'éclair supérieur à 38 degrés Celsius.
- .8 Il faut conserver sur le chantier le moins possible de liquides usés inflammables ou combustibles; ceux-ci doivent être stockés dans des récipients approuvés, dans un endroit sûr et ventilé.
- .9 Respecter les règlements concernant les fumeurs. Il est interdit de fumer dans les endroits où des matières dangereuses sont stockées, utilisées ou manutentionnées.
- .10 Observer les exigences ci-après pour le stockage de matières et de déchets dangereux en quantités dépassant 5 kg dans le cas des substances solides, et dépassant 5 L dans le cas des substances liquides.
 - .1 Stocker les matières et les déchets dangereux dans des récipients fermés et scellés.
 - .2 Étiqueter les récipients de matières et de déchets dangereux conformément aux exigences du SIMDUT.
 - .3 Stocker les matières et les déchets dangereux dans des récipients compatibles avec la matière ou le déchet en question.
 - .4 Séparer les matières et les déchets incompatibles.
 - .5 Stocker les matières et les déchets dangereux différents dans des récipients distincts.
 - .6 Stocker les matières et les déchets dangereux dans un endroit sûr, dont l'accès est contrôlé.
 - .7 Maintenir une voie d'évacuation bien délimitée de l'aire de stockage.

- .8 Stocker les matières et les déchets dangereux à un endroit qui empêchera leur déversement dans l'environnement.
- .9 Placer, à proximité de l'aire de stockage, du matériel d'intervention en cas de déversement, y compris de l'équipement de protection individuelle.
- .10 Tenir à jour un inventaire des matières et des déchets dangereux, où seront consignés le nom des produits, la quantité et la date du début du stockage.
- .11 Respecter les exigences ci-après si des déchets dangereux sont produits sur le chantier.
 - .1 Coordonner le transport et l'élimination des déchets dangereux avec le Représentant du Ministère.
 - .2 Respecter les lois et les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux pertinents concernant les producteurs de déchets dangereux.
 - .3 Utiliser les services d'un transporteur autorisé par les autorités provinciales à prendre les matières en question.
 - .4 Avant d'expédier les matières dangereuses, obtenir un avis écrit de l'installation prévue de traitement ou d'élimination de déchets dangereux, confirmant que celle-ci acceptera ces matières dangereuses et qu'elle est autorisée à le faire.
 - .5 Apposer sur les récipients des indications de danger visibles, selon les exigences des règlements provinciaux et fédéraux pertinents.
 - .6 S'assurer que les personnes qui font la manutention, l'offre de transport ou le transport de marchandises dangereuses ont reçu une formation adéquate.
 - .7 Fournir au Représentant du Ministère une photocopie de tous les documents d'expédition et des manifestes relatifs aux déchets.
 - .8 Suivre le cheminement du manifeste rempli par le destinataire des marchandises dangereuses expédiées. Remettre au Représentant du Ministère une photocopie du manifeste rempli.
 - .9 Signaler immédiatement toute perte, émission ou fuite de matière dangereuse au Représentant du Ministère et à l'autorité provinciale compétente. Prendre des mesures raisonnables pour prévenir les rejets de matière dangereuse.
- .12 S'assurer que le personnel a reçu une formation appropriée, conformément aux exigences du SIMDUT (Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail).

- .13 Signaler immédiatement les déversements ou les accidents au Représentant du Ministère. Soumettre un rapport écrit au Représentant du Ministère dans les 24 heures suivant l'incident.

Partie 2 Produit

2.1 MATÉRIAUX

- .1 Description
 - .1 Ne conserver sur le chantier que les quantités de matières dangereuses nécessaires pour l'exécution des travaux.
 - .2 Garder les fiches signalétiques à proximité de l'endroit d'utilisation des matières dangereuses, et en informer les personnes susceptibles d'être exposées à ces dernières.

Partie 3 Exécution

3.1 NETTOYAGE

- .1 Nettoyage en cours de travaux : effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.
 - .1 Laisser les lieux propres à la fin de chaque journée de travail.
- .2 Nettoyage final : une fois les travaux terminés, évacuer du chantier les matériaux/matériels en surplus, les déchets, les outils et l'équipement conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.
- .3 Gestion des déchets : trier les déchets en vue de leur recyclage.
 - .1 Éliminer les déchets dangereux conformément aux lois, lignes directrices et règlements pertinents des gouvernements fédéral et provinciaux.
 - .2 Recycler les déchets dangereux pour lesquels il existe un procédé de recyclage rentable.
 - .3 Expédier les déchets dangereux vers des installations autorisées de traitement et d'élimination de déchets dangereux.
 - .4 Il est interdit de brûler, de diluer ou de mélanger des déchets dangereux pour les éliminer.
 - .5 Il est interdit d'évacuer des matières dangereuses dans un cours d'eau, un égout pluvial, un égout sanitaire ou une décharge municipale contrôlée.
 - .6 Éliminer les déchets dangereux en temps opportun, conformément aux règlements provinciaux pertinents.
 - .7 Réduire la production de déchets dangereux dans la mesure du possible. Prendre les mesures nécessaires pour éviter que des déchets propres soient mélangés avec des déchets contaminés.

- .8 Préciser et évaluer les options concernant le recyclage et la valorisation comme solutions de rechange à la mise en décharge, par exemple :
- .1 recyclage de déchets dangereux d'une manière qui en constitue l'élimination;
 - .2 brûlage de déchets dangereux aux fins de récupération d'énergie;
 - .3 recyclage des accumulateurs au plomb;
 - .4 recyclage de déchets dangereux contenant des métaux précieux pouvant être récupérés de façon rentable.

FIN DE LA SECTION

Part 1 Généralités**1.1 CONTENU DE LA PRÉSENTE SECTION**

- .1 Se conformer aux exigences de la présente section lors de la réalisation des travaux suivants :
 - .1 Déplacement de panneaux de remplissage en métal et d'extérieur et (ou) de panneaux d'étaçon à proximité d'éléments à induction, de type périphérique et de montage à l'intérieur et ce, durant l'enlèvement et le montage de panneaux d'étaçon.

1.2 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section 01 14 25 – Rapport sur des substances désignées.

1.3 RENVOIS

- .1 Ministère de la Justice du Canada.
 - .1 Loi canadienne sur la protection de l'environnement, selon son édition de 1999.
- .2 Loi ontarienne sur la protection de l'environnement; règlement refondu de l'Ontario, édition de 1990.
 - .1 Généralités – Gestion de déchets; Règlement ontarien 347/90 ainsi modifié.
- .3 Ministère du Travail de l'Ontario.
 - .1 Loi sur la santé et la sécurité en milieu de travail; R.S.O 1990, c. O1 (OSHA).
 - .1 Règlement ontarien 278/05 – Substances désignées – Amiante dans des projets de construction et dans des bâtiments et des opérations de réparation et ce, compte tenu des modificatifs pertinents.
 - .2 Règlement ontarien 490/09 – Substances désignées ainsi modifié.

1.4 DÉFINITIONS

- .1 Matériaux amiantés : Matériaux qui renferment au moins 0,5 pour cent d'amiante, au poids à sec et ce, tel qu'identifié à l'alinéa des Conditions existantes.
- .2 Visiteurs autorisés : Le Représentant du Ministère et le Représentant ou les Représentants d'organismes de réglementation.
- .3 Matériau friable : Matériau qui, à l'état sec, peut être émietté, pulvérisé ou réduit en poudre par l'emploi des mains; par matériau friable ici, il faut aussi tenir compte des matériaux du genre qui peuvent s'émietter ou se pulvériser ou devenir poudreux.
- .4 Aspirateur HEPA : Aspirateur à filtre à air à haute efficacité pour les particules de l'air, de type éprouvé à partir de l'essai « DOP », doté d'un système de filtrage pour recueillir et retenir des fibres de valeur supérieure à 0,3 micron et ce, dans n'importe quelle direction et fonction d'une efficacité à 99,97 p. 100.

- .5 Emboîtement(s) scellés d'élément à induction périphérique : La superficie isolée de la zone ou des zones occupée(s) et ce, par voie d'imperméabilisation à l'aide de feuilards en polyéthylène et de ruban collant assorti.
- .6 Matériaux non friables : Matériaux qui, à l'état sec, ne peuvent pas s'émietter ni devenir pulvérisés ni devenir poudreux lorsque l'on se sert de ses mains pour les écraser.
- .7 Zone occupée : Toute zone du bâtiment ou des travaux qui se trouve à l'extérieur de l'emboîtement ou des emboîtements scellés d'éléments à induction périphériques.
- .8 Feuillards en polyéthylène, imperméabilisés par l'emploi de ruban assorti : Type et épaisseur des feuilards en polyéthylène, tels que prescrits; et à imperméabiliser par l'emploi de ruban le long de rebords, autour d'objets de pénétration, par-dessus les ouvrages coupés et les déchirures et partout ailleurs et en conformité avec les exigences, pour ainsi offrir une membrane en polyéthylène en continu et pour protéger les surfaces sous-jacentes contre les dommages d'eau ou les dommages provoqués par des produits d'imperméabilisation, pour ainsi empêcher des fibres d'amiante de s'échapper à travers les feuilards et dans des zones propres et (ou) occupées.
- .9 Pulvérisateur : Équipement de pulvérisation sans air ou pulvérisateur à réservoir de jardin, pouvant produire une bruine ou une fine pulvérisation. Doit être de capacité appropriée et ce, fonction du travail à accomplir.

1.5 CONDITIONS EXISTANTES

- .1 Les matériaux ci-après ont été identifiés comme renfermant de l'amiante et pourront faire l'objet d'un déplacement au cours des activités de d'enlèvement et de montage de panneaux d'étaçon :
 - .1 Des matériaux d'ignifugeage friables au niveau de la dalle de plancher et ce, à même les éléments périphériques à induction, renferment 30 p. 100 d'amiante chrysotile. Ce matériau correspond à du matériau bourré à même la partie inférieure des éléments à induction à la périphérie du bâtiment et ce, au niveau de la dalle de plancher; en outre, il s'agit ici d'un ouvrage en continu à la périphérie du rebord latéral des dalles de plancher du bâtiment (derrière les panneaux de remplissage et d'étaçon en aluminium), avec un prolongement jusqu'au niveau de la sous-face des dalles de plancher. De façon générale, l'on a observé ou constaté que l'état de ce matériau était bon.
 - .2 Se reporter à la section de devis 01 14 25 (Rapport sur les substances désignées) qui fait partie du présent devis ainsi que des documents de soumission, laquelle section renferme des détails sur les matériaux à concentration d'amiante chrysotile et sur la façon de manutentionner, d'enlever ou de déplacer et d'éliminer de toute autre façon que ce soit les matériaux en cause et ce, en rapprochement assez près du lieu dans lequel les travaux du projet s'effectuent.
 - .3 Au cours de l'avancement des travaux, aviser le Représentant du Ministère de la découverte de matériaux que l'on soupçonne d'être amiantés et ce, non en raison des indications des dessins, du devis ou d'autres rapports se rapportant aux travaux. Ne pas déplacer de matériaux de la sorte avant d'avoir reçu des

instructions appropriées à ce sujet et ce, de la part du Représentant du Ministère.

1.6 CALENDRIER D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

- .1 Informer les Sous-traitants de la présence de matériaux amiantés et ce, tels qu'identifiés dans la section de devis 01 14 25 – Rapport sur les substances désignées.
- .2 Heures de travail : Entreprendre les travaux impliquant des mesures de sécurité en matière d'amiante en dehors des heures normales de bureau; en outre, le **calendrier de travail devra être approuvé par le Représentant du Ministère et ce, avant la réalisation proprement dite des travaux.** L'Entrepreneur devra être disponible pour travailler en continu et ce, du début jusqu'à la fin du projet.

Part 2 Produits

2.1 MATÉRIAUX

- .1 Polyéthylène : À moins d'indications contraires, d'au moins 0,15 mm d'épaisseur; en format de feuilles assurant un nombre minimum de joints.
- .2 Polyéthylène FR : D'au moins 0,15 mm d'épaisseur; il doit s'agir ici d'une toile renforcée de fibres tissées et de type collé à chaque façade du polyéthylène.
- .3 Ruban, en fibre de verre : Ruban à conduit, de type armé et convenant à l'imperméabilisation du polyéthylène et ce, peu importe s'il s'agit de conditions sèches ou humides; à utiliser avec de l'eau modifiée.
- .4 Ruban : Ruban convenant à l'imperméabilisation du polyéthylène et ce, contre des surfaces assujetties à des conditions sèches ou humides; à utiliser avec de l'eau modifiée.

Part 3 Exécution

3.1 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

- .1 Avant la mise en route des travaux d'enlèvement ou de réparation du revêtement d'extérieur, préparer comme suit les zones des éléments périphériques à induction et à proximité des travaux :
 - .1 Fermer les éléments périphériques à induction à proximité de la zone des travaux de revêtement d'extérieur.
 - .2 Construire une barrière de sectionnement, pour ainsi séparer les éléments périphériques à induction des zones du bâtiment d'intérieur. Le sectionnement des éléments périphériques à induction devra se faire par l'emploi de polyéthylène opaque ou de tout autre matériau approprié et qui est imperméable à la poussière et aux fibres, y compris les fibres de type amianté. Imperméabiliser les parties supérieures et latérales des éléments en continu et ce, jusqu'au niveau du tapis-moquette et (ou) du revêtement de sol en dessous de l'élément. Isoler tous les éléments entre des colonnes du bâtiment et ce, comme s'ils faisaient partie d'un emboîtement de sectionnement simple et de type construit contre lesdits éléments.
- .2 Entretien des emboîtements ou des abris ou des enceintes :

- .1 Maintenir à l'état sain le sectionnement proprement dit des emboîtements.
- .2 S'assurer que le recouvrement en polyéthylène est imperméabilisé et enrubanné de façon efficace. Réparer les enceintes de sectionnement endommagées et corriger toutes les déficiences dès leur découverte.
- .3 Inspecter visuellement les enceintes et ce, au début et à la fin de chaque quart ou période de travail.
- .3 Ne pas entreprendre les travaux d'enlèvement et (ou) de réparation du revêtement d'extérieur avant que :
 - .1 Les zones des éléments périphériques à induction qui se trouvent adjacentes à des zones de réparation de travaux de revêtement d'extérieur soient efficacement séparées de l'intérieur des zones occupées.
 - .2 Les abris de sectionnement pour les éléments périphériques à induction aient été inspectés et approuvés par le Représentant du Ministère.

3.2 INSPECTION

- .1 Entreprendre l'inspection des zones des éléments périphériques à induction à proximité des travaux de réparation du revêtement d'extérieur, afin de s'assurer que le tout est conforme aux stipulations du devis ainsi qu'aux exigences des Autorités compétentes. Toute déviation à ces exigences qui n'aura pas été approuvée par écrit par le Représentant du Ministère pourra entraîner un arrêt des travaux et ce, sans que la chose n'entraîne de dépenses supplémentaires de la part du Propriétaire.
- .2 Le Représentant du Ministère inspectera les travaux des points de vue suivants :
 - .1 La valeur d'adhérence et ce, fonction des procédures et des matériaux spécifiques.
 - .2 L'état de propreté et de réalisation complète des travaux.
 - .3 Aucun coût additionnel ne pourra être chargé par l'Entrepreneur pour de la main d'œuvre et des matériaux additionnels requis pour atteindre le niveau de rendement prescrit.
- .3 Si des fuites d'air depuis l'abri ou les abris des éléments périphériques à induction se sont manifestées ou vont vraisemblablement se manifester, le Représentant du Ministère peut alors présenter une demande d'arrêt des travaux.
- .4 Aucun coût additionnel ne pourra être chargé par l'Entrepreneur pour de la main d'œuvre et des matériaux additionnels requis pour atteindre le niveau de rendement prescrit.

3.3 SURVEILLANCE DE L'AIR

- .1 Depuis le tout début des travaux jusqu'à la fin des opérations de nettoyage et de ramassage, il se peut que le Représentant du Ministère recueille des échantillons d'air, pour ainsi s'assurer d'une qualité d'air adéquate à l'intérieur du bâtiment.
- .2 Si la surveillance proprement dite de l'air montre que des zones à l'extérieur de l'abri ou des abris des éléments d'induction périphériques sont contaminées, il faudra alors renfermer ces zones, les entretenir et les nettoyer et ce, en se servant d'aspirateurs à filtres HEPA et (ou) de techniques de frotage à l'aide de chiffons humides.

- .1 Arrêter les travaux et nettoyer les zones à l'extérieur de l'abri ou des abris à éléments d'induction isolés et de type périphérique et ce, lorsque le compte de microcopie par contraste de phases dépasse 0,05 fibre par centimètre cube (fibre/cc) et corriger les procédures.
- .2 Toutes les inspections et (ou) tous les essais additionnels et requis de nettoyage et de reprise de nettoyage d'air devront se faire sans que la chose n'entraîne de déboursés supplémentaires de la part du Représentant du Ministère.
- .3 Voici comment doit se faire le contrôle d'air définitif : Une fois terminés les travaux de réparation de revêtement d'extérieur adjacents à l'abri et (ou) aux abris d'éléments à induction de type isolé et périphérique et ce, compte tenu de l'installation de nouveaux systèmes de revêtement et (ou) de panneaux à élançons, le Représentant du Ministère procédera alors à un contrôle d'air subséquent aux travaux à l'intérieur de l'espace vide de chaque abri d'éléments à induction de type isolé et périphérique.
 - .1 Les résultats de contrôle d'air définitifs devront montrer des niveaux de fibres de valeur inférieure à 0,05 fibre par centimètre cube.

3.4 RAMASSAGE DÉFINITIF

- .1 Après l'échantillonnage de l'air par le Représentant du Ministère, qui indique que les niveaux totaux d'amiantes et (ou) de fibres aéroportés à l'intérieur de l'abri ou des abris d'éléments à induction de type périphérique et isolé ne dépassent pas 0,05 fibre par centimètre cube, l'on se devra alors de procéder au nettoyage et ramassage définitifs.
- .2 Enlever les feuillets en polyéthylène et le ruban. Nettoyer à l'aspirateur les surfaces intérieures accessibles des éléments à induction et de type périphérique et (ou) toute la poussière et (ou) tous les débris visibles et observés dans le voisinage des éléments à induction et de type périphérique durant le ramassage et ce, sans tarder et par l'emploi d'un aspirateur HEPA. Ne pas déranger les matériaux amiantés qui se trouvent au niveau de l'assise ou de la base des éléments à induction et de type périphérique.
- .3 Déposer les garnitures d'étanchéité en polyéthylène, le ruban, les matériaux de nettoyage et les articles du genre dans des sacs imperméabilisés en plastique et s'en débarrasser selon les règles du métier.
- .4 Entreprendre une vérification finale, pour ainsi s'assurer qu'il ne reste ni poussière ni débris sur les surfaces et ce, par suite d'opérations de démontage.

FIN DE SECTION

PAGE INTENTIONNELLEMENT VIDE